



© DR

« LES ÉTATS SE FONT DESSAISIR DE LEUR CAPACITÉ DE PENSER LEUR PROPRE AVENIR »

Qu'est-ce qui différencie la crise actuelle des autres crises alimentaires mondiales ?

La grande différence par rapport aux dernières crises de 2008 et 2011, lors des deux dernières flambées de prix sur les marchés internationaux, c'est la prise de conscience de la dépendance aux facteurs de production. Le prix des engrais a tout d'un coup flambé, du fait que la Russie et l'Ukraine sont des exportateurs importants d'engrais dans le monde.

Mais au-delà, cela fait prendre conscience que les agricultures, qui se sont industrialisées, sont devenues très dépendantes de systèmes techniques et d'acteurs sur lesquels elles n'ont plus aucune maîtrise : engrais, semences, pesticides, mais aussi connaissances et données. On voit à quel point les données sont aujourd'hui accaparées par un certain nombre d'acteurs des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) qui récupèrent de l'image satellitaire. On se rend compte que ce qui permet de construire des stratégies, des politiques échappe au contrôle de ceux qui produisent et de ceux qui élaborent des stratégies ou des politiques. Les acteurs du numérique sont devenus extrêmement importants, très présents dans tous les domaines, que ce soit l'agriculture de précision à partir d'images satellitaires, la surveillance des com-

Entretien avec
Nicolas Bricas,
socio-économiste de l'alimentation
au Cirad, le Centre de coopération
internationale en recherche
agronomique pour le développement

portements individuels, la géolocalisation qui a favorisé l'optimisation du transport pour la livraison, la commande internet qui a explosé pendant les confinements, la blockchain qui devient un moyen de traçabilité sans institutions.

On ne peut plus uniquement aborder l'aspect de produits compétitifs locaux à développer par rapport aux importations. Il faut également analyser comment les pays et les acteurs locaux peuvent maîtriser leur système alimentaire. Il me semble que la crise actuelle l'a davantage révélé. La notion de souveraineté alimentaire ne peut pas être uniquement réduite à se demander : « Est-ce que je peux produire, ou maîtriser les flux de produits alimentaires ? » C'est aussi : « Est-ce que je peux maîtriser mes facteurs de production, l'information, l'expertise, les données ? Est-ce que j'ai une souveraineté à élaborer mes propres politiques ? Ou bien est-ce qu'elles vont être de plus en plus dictées par les bailleurs de fonds, et maintenant par les acteurs qui fournissent de la donnée ? » C'est un aspect fondamental qu'il faut remettre dans le débat et qui ré-interroge les modes de production agricoles et de commercialisation.

L'agriculture qui s'industrialise devient dépendante d'une poignée d'acteurs sur lesquels plus personne n'a de maîtrise. C'est un constat qu'on observe partout. Et la revendication c'est de sortir de cette dépendance des facteurs de production. De nouveaux acteurs arrivent, séduisants parce qu'ils sont liés à la modernité, type smartphones qui rendent d'extraordinaires services, mais ils révèlent notre dépendance matérielle à l'électronique. Ce sont des acteurs avec une forte dimension technologique. La deuxième dimension, qui n'est pas encore très visible mais qui fait l'objet d'investissements à hauteur de plusieurs milliards de dollars par an, c'est que ces acteurs soutiennent l'abandon de l'animal et supportent le mouvement végétarien à l'échelle mondiale. Certains vont plus loin et proposent une alimentation sans agriculture, avec des investissements colossaux dans un nouveau type de sys-

« L'agriculture qui s'industrialise devient dépendante d'une poignée d'acteurs sur lesquels plus personne n'a de maîtrise. »

tème alimentaire présenté comme « durable », qui repose sur la fermentation de bactéries, l'exploitation d'algues pour la production de protéines, de glucides, de lipides ou la production de molécules qui peuvent ensuite être façonnées pour en faire des aliments.

C'est ce qui est complètement nouveau par rapport à 2008 et 2011. Cette proposition d'un nouveau système alimentaire est à l'opposé de l'agroécologie, mais se vante d'être durable, notamment parce qu'elle s'affranchit de l'animal et de la déforestation. Et ces acteurs s'infiltrèrent partout. Ils investissent massivement et vont faire de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine des terrains d'expérimentation. Tout ça parce qu'ils peuvent davan-

tage convaincre dans ces pays et qu'en plus ils arrivent avec une image de « nouvelle modernité ».

N'oublions pas que ces acteurs vont même au-delà de l'alimentation sans agriculture : ce sont des financeurs du transhumanisme, du dépassement des limites humaines. C'est une vraie révolution anthropologique.

Quelle est votre définition de la souveraineté alimentaire ?

C'est la capacité des pays et des peuples à maîtriser leur système alimentaire. C'est plus vaste que produire leur propre nourriture. Cela s'applique aussi à la recherche. On ne peut pas imaginer que la recherche se fasse ailleurs que dans les pays concernés. Et cela signifie donc qu'il faut soutenir, améliorer la capacité de recherche, d'expertise, de formulation de politiques des pays pour qu'ils soient moins dépendants de l'extérieur, en plus des données et de toute l'information. Je suis très sensible à cela, car les États se font des- saisir de leur capacité à penser leur propre avenir, parce que les données, l'information, la communication et la compréhension viennent de l'extérieur. Et cela n'est pas produit n'importe comment, mais avec des prismes qui induisent des façons de voir.

Quels sont les enjeux principaux pour défendre une alimentation saine en Afrique de l'Ouest ?

Dans un même pays, on a souvent une population qui ne mange pas assez de calories, une autre qui en mange trop, et il y a généralement une population qui manque de micronutriments. C'est ce qu'on appelle la triple charge. Mais j'ai également envie de parler de l'accroissement des intoxications chimiques. À la fois chez les agriculteurs qui utilisent des pesticides qui continuent à être exportés (alors qu'ils sont en majorité interdits d'usage dans les pays où ils ont été produits – en Europe ou aux États-Unis). Le travail de *lobby* des entreprises de pesticides pour avoir le droit de continuer de les exporter est énorme. C'est aussi la pollution plastique et aux microplastiques qui est généralisée, dans des contextes où il y a moins de contraintes à l'usage de ces produits chimiques et de ces produits plastiques. C'est une bombe à retardement sanitaire. Parce que les gens mangent et s'intoxiquent à petit feu. Cela ne se voit pas forcément du jour au lendemain, mais cela prépare des pathologies au fur et à mesure que la population va vieillir. On le voit déjà en Europe, mais ce sera dix fois pire dans les zones comme l'Afrique dans lesquelles il y a moins de contrôle et où l'on continue d'utiliser des pesticides sans aucune protection.

Et cela ne touche pas uniquement les agriculteurs, mais aussi les consommateurs. Selon moi, c'est vraiment le quatrième problème sanitaire majeur qui arrive. Cela conduit à déplacer la question alimentaire, à ne pas se focaliser uniquement sur la question des protéines et des calories pour aller vers la question de la diversification alimentaire d'une part, et la question de la qualité sanitaire de ce qui est produit d'autre part, afin d'éviter l'intoxication chimique à grande échelle qui s'annonce.

Si l'on parle d'espoir au-delà des crises, on peut donc vraiment mettre en avant les atouts de l'agroécologie comme réponse durable et tangible à ces deux grands problèmes chimiques et nutritionnels !

Oui ! Jusqu'à présent, quand on parlait d'agroécologie, on insistait surtout sur l'intérêt environnemental, la vie des sols. Il y a trois nouveaux intérêts à la mettre davantage en avant : c'est d'abord la moindre dépendance vis-à-vis des acteurs qu'on ne maîtrise pas, d'intrants qu'on ne maîtrise pas. C'est ensuite la diversification, la diversité alimentaire. Et enfin c'est effectivement moins de toxicité. Cela ajoute trois nouveaux arguments de poids.

On dit souvent que la sécurité alimentaire passe forcément par des modèles d'agriculture intensive. J'aurais envie de dire que oui mais, l'intensif, ce n'est pas contradictoire avec l'agroécologie ! L'agroécologie peut être un système intensif ! Historiquement, les agroécologies périurbaines étaient hyper intensives. L'exemple de la couronne de Paris, entre 1800 et 1950, avec les pêcheurs de Montreuil sur les murs en labyrinthe, avec la culture de choux sous cloche, avec des agriculteurs qui partent avec 70 centimètres de terre quand ils déménagent de parcelles, nous montre une agriculture ultra-intensive avec des rendements extraordinaires et complètement agroécologiques. Pour moi, c'est très important d'expliquer qu'il n'y a pas de contradiction entre intensif et agroécologique.

C'est crucial parce que, compte tenu de l'accroissement important de la population en Afrique de l'Ouest, on a besoin d'augmenter rapidement les volumes de production. Et cela passe par de l'intensification, c'est-à-dire une

Périmètres agroécologiques diversifiés
(photo extraite du film *Sur le Champ !*)
© Mickaël Antoine et Jean-Simon Gérard

augmentation à la fois du rendement de la terre et du travail de l'agriculteur. Donc, il ne faut pas nier le fait qu'on a besoin d'augmenter les rendements parce qu'ils sont particulièrement faibles en Afrique de l'Ouest par rapport à d'autres pays. L'intensification n'est pas contradictoire avec l'agroécologie !

Le défi est donc de réussir à déployer un modèle qui permettra d'augmenter les rendements, tout en répondant à l'enjeu sanitaire ?

Exactement, il faut un modèle qui augmente les rendements en tenant compte des dépendances des facteurs de production, des enjeux nutritionnels et sanitaires et qui permette une diversité alimentaire. On peut aller vers des modèles d'agroécologie diversifiée intensive. C'est surtout un modèle à défendre et à valoriser en Afrique de l'Ouest. En Europe, on n'a pas forcément besoin de garder un tel niveau d'intensification compte tenu du fait qu'on est en surproduction. Mais ce n'est pas le cas de l'Afrique.

Et l'Afrique de l'Ouest est dans un paradoxe où l'agriculture est le secteur qui a le plus de potentiel de création d'emplois, tout en étant le moins désiré par les jeunes. Ce paradoxe va ouvrir la voie à de nouvelles formes de production, d'organisation du travail dans la production agricole. L'agriculture familiale sera une des formes à défendre, mais il y en aura aussi d'autres.

Entretien réalisé par Emilie Langlade

« L'intensif, ce n'est pas contradictoire avec l'agroécologie! »